

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Pays nordiques

Une publication du SER de Stockholm
N°122 – Semaine du 6 juillet 2026

LE CHIFFRE DE LA QUINZAINE

Commande historique d'appareils Airbus par SAS

40

Le 30 juin, la compagnie aérienne scandinave a annoncé une commande historique auprès d'Airbus, portant sur l'acquisition de 40 avions long-courriers maximum de la famille A330, pour un prix catalogue estimé à plus de 10 Md USD. SAS a passé une commande ferme de 18 Airbus A330-900neo pour une livraison entre 2030 et 2035, assortie d'une option pour une dizaine d'appareils supplémentaires du même modèle. En outre, 9 Airbus A330-300 seront loués et livrés dès 2027.

Source: [SAS Announces Largest Investment in Company History](#), [Scandinavian carrier SAS has placed a firm order | Airbus](#)

Pays nordiques

A l'occasion de ses 80 ans, la compagnie aérienne scandinave SAS réalise son plus grand investissement à ce jour auprès d'Airbus (cf. chiffre de la quinzaine ci-dessus). Cette annonce intervient dans un contexte de redressement de la compagnie aérienne, sortie de sa procédure de restructuration en août 2024. Selon SAS, ce nouvel investissement portant sur l'acquisition de 40 avions long-courriers maximum de la famille A330 pourrait entraîner la création de plus de 20 000 emplois au Danemark et de 4 000 emplois dans le sud de la Suède d'ici 2030, dans le cadre de l'expansion des activités de SAS.

Pour la première fois depuis 1992, des trains circuleront à nouveau entre la Suède et la Finlande. Le 10 août, le premier train sera mis en service entre la ville suédoise d'Haparanda, au nord-est du pays, et la ville d'Oulu en Finlande, à 130 km de la localité suédoise. Le service est soutenu financièrement par l'État finlandais et par plusieurs municipalités, à hauteur de 1,9 M€ par an. Cette nouvelle liaison transfrontalière a été rendue possible notamment grâce à l'électrification d'un tronçon ferroviaire côté finlandais. L'objectif de la compagnie ferroviaire publique finlandaise VR est qu'il soit possible à terme d'acheter un billet unique, pour le trajet Helsinki-Stockholm par exemple.

Danemark

Le Danemark confirme la solidité de son économie.

Selon les nouvelles données de *Danmarks Statistik*, le PIB du Danemark a augmenté de 1,5% au premier trimestre 2026, une fois corrigé des effets de prix et des variations saisonnières. Cette croissance est principalement portée par l'industrie pharmaceutique, qui représente à elle seule 1 point de cette progression. Les secteurs du commerce et du transport ont également contribué à cette évolution positive. Les exportations ont augmenté de 1,9%, reflétant une croissance à la fois des biens et des services, ce qui confirme la bonne dynamique du commerce extérieur du pays. En parallèle, le marché du travail reste relativement stable mais légèrement sous pression. Le nombre de chômeurs au sens de *Danmark Statistics* s'établit à 93 400 (3,1% de la population active; Eurostat, qui suit une méthodologie différente, l'enregistre à 7% de la population active en avril 2026).

Les ventes de détail progressent.

Les ventes au détail ont augmenté de 1% en mai par rapport au mois précédent, inversant ainsi la tendance à la baisse de 1,8% enregistrée en avril. Sur un an, les ventes ont progressé au total de 3,8%. Les ventes en pharmacie et le commerce de détail de produits de soins personnels ont augmenté de 2,4% en mai, tandis que la progression est moindre dans les supermarchés, les grands magasins et les épiceries spécialisées. La demande de produits culturels et de loisir a augmenté de 1,9%.

Le gouvernement annonce un plan d'urgence pour remédier à la saturation du réseau électrique.

Les problèmes de dimensionnement du réseau électrique danois suscitent depuis plusieurs mois de vives inquiétudes, dans la mesure où ils pourraient compromettre certains projets contribuant à l'électrification du pays et au développement des énergies renouvelables.

Les demandes de raccordement au réseau en attente de traitement représenteraient un volume de 57 GW, soit huit fois la consommation totale d'électricité actuelle du pays. Les retards pris dans la modernisation et l'extension du réseau sont tels que, selon l'institution supérieure de contrôle danoise (*Rigsrevisionen*), une dizaine d'années serait nécessaire pour résoudre ces difficultés. Dans l'urgence, le gestionnaire du réseau *Energinet* a suspendu au printemps dernier tous les nouveaux raccordements au moins jusqu'à l'automne 2026. Le plan d'urgence annoncé par le gouvernement le lundi 29 juin formule des orientations politiques détaillées à *Energinet* et aux entreprises de distribution pour examiner et hiérarchiser les demandes en souffrance, jusqu'ici traitées par ordre d'arrivée. Quatre niveaux de priorités sont désormais définis : (i) projets répondant à des besoins critiques et au fonctionnement de la société (transport, défense, santé), (ii) projets contribuant directement à l'électrification et au développement des énergies renouvelables, (iii) projets relatifs au stockage d'énergie et au développement des systèmes réseaux, (iv) projets exigeant d'importantes capacités de raccordement comme des *data centers* ne répondant pas à des besoins vitaux. Après l'été, les discussions reprendront entre partis politiques sur l'accélération du développement du réseau électrique et sur un plan global d'infrastructures énergétiques à l'horizon 2035, afin que le Danemark puisse répondre durablement à la demande croissante d'électricité décarbonée. Les principales organisations patronales, *Dansk Industri* et *Dansk Erhverv*, jugent toutefois cette approche insuffisante, et dénoncent le manque de clarté entourant le critère de « compatibilité avec le réseau » (*netvenlighed*), appelé à jouer un rôle important dans l'attribution des capacités.

La banque publique d'investissement EIFO contribue au *Scaleup Europe Fund*. EIFO a annoncé investir 1,5 Md DKK (200 M€) dans le fonds *Scaleup Europe Fund* initié par la Commission européenne, auquel contribue déjà la fondation Novo Nordisk, via Novo Holdings (à hauteur de 500 M€). A ce jour, EIFO est le seul investisseur public au sein du fonds. Il s'agit de l'investissement unique le plus important de son histoire.

Le Conseil danois pour le climat plaide pour une hausse des prix des billets d'avion. Dans un nouveau rapport, le Conseil souligne la nécessité de réduire le trafic aérien et d'accélérer le développement des technologies vertes afin de rendre l'aviation plus neutre en carbone. Le conseil recommande la création d'une nouvelle taxe, qui, à titre d'exemple, ajouterait environ 450 couronnes danoises (69 dollars) au prix d'un vol long-courrier vers l'Asie. Un récent sondage de l'Université de Copenhague a montré que la plupart des voyageurs seraient favorables à une nouvelle taxe sur les passagers aériens.

Finlande

La confiance des consommateurs finlandais est à son plus haut niveau depuis le début de la guerre en Ukraine. À la suite des chiffres positifs de la croissance finlandaise, l'indice de confiance des consommateurs remonte à -5,3 en juin, contre -10,5 en mai, son plus haut niveau depuis janvier 2022.

Le redressement de l'économie finlandaise, amorcé au dernier trimestre 2025, se confirme dans l'augmentation de la production des entreprises finlandaises. La production corrigée des jours ouvrables a augmenté de 2,8% en mai 2026 par rapport à mai 2025. Cette croissance de l'activité des entreprises nationales surprend les prévisionnistes, qui redoutaient les effets négatifs des tensions géopolitiques au Moyen-Orient.

La Finlande a participé au Sommet Pax Silica à Washington sur l'intelligence artificielle et la sécurisation des chaînes d'approvisionnement. La Finlande a signé une Déclaration conjointe qui encadre la sécurité économique, l'innovation et la sécurisation des chaînes d'approvisionnement de puces et de serveurs pour le développement de l'IA. L'UE, mais aussi à titre national l'Allemagne, la Suède et la Norvège, ont également rejoint l'initiative qui compte désormais 24 membres signataires.

L'autorité de surveillance financière finlandaise (FIN-FSA) augmente le plafond des prêts au logement à 95% du prix du bien pour l'ensemble des acheteurs. Cette mesure temporaire vise à relancer un marché immobilier en crise depuis la hausse tendancielle des taux de la BCE en 2022. Le gouverneur de la Banque de Finlande, Olli

Rehn, soutient cette décision pour éviter que l'atonie de l'immobilier ne freine la reprise économique finlandaise.

Un gisement de graphite estimé à 90 millions de tonnes a été découvert en Ostrobotnie du Nord, selon la société d'exploration minière Kupukan grafiitti. Ce volume représente environ 5% de la demande mondiale de graphite, matériau carboné entrant dans la fabrication de batteries.

Le raffineur Neste va effectuer un arrêt de maintenance de son site de Porvoo, pour un coût de 400 M€. Cet investissement comprend des inspections réglementaires et des modernisations d'équipements afin d'assurer la sécurité et la compétitivité de la raffinerie de Porvoo. Les travaux dureront neuf semaines et mobiliseront 7 500 personnes.

Les Forces de défense finlandaises, la société finlandaise Insta et Lockheed Martin signent un accord pour installer un centre de maintenance des systèmes de lance-roquettes multiples (MLRS) à Tampere. Ce projet s'inscrit dans le cadre de la coopération industrielle liée au programme F-35 finlandais.

La Finlande octroie 40 M€ supplémentaires au mécanisme de financement PURL lors de la conférence sur la reconstruction de l'Ukraine. Cette enveloppe s'ajoute au plan global de 300 M€ d'aide militaire prévu pour la période 2026-2027. Les partis de la coalition gouvernementale ont validé ce budget lors des négociations du printemps.

Islande

La Banque centrale islandaise et la Banque centrale européenne ont signé un accord sur la participation de l'Islande à TIPS.

A partir de 2028, il sera possible de régler en couronnes islandaises (ISK) via TIPS (*TARGET Instant Payment Settlement*), le système de paiement en temps réel de l'Eurosystème.

Le Parlement a voté le 18 juin une loi autorisant la création d'une entreprise chargée des grandes infrastructures de transport.

Détenue par l'Etat, cette société d'infrastructures assumera la responsabilité de la préparation, du financement, de la construction et de l'exploitation des futures grandes infrastructures de transport du pays. Sur le modèle de pays voisins, l'objectif est de promouvoir une gestion durable du développement des infrastructures, en grande partie hors du budget de l'Etat, notamment grâce à des péages et à la capacité de la société d'emprunter sur les marchés à long terme.

La durée maximale des allocations chômage est réduite.

Les députés islandais ont approuvé le mois dernier une loi réduisant la durée maximale des allocations chômage de 30 mois (la plus longue durée parmi les pays nordiques) à 24 mois, à partir du 1^{er} juillet. Il faut avoir travaillé pendant 12 mois sur le marché du travail islandais pour bénéficier en intégralité des droits à l'assurance chômage. A compter du 1^{er} septembre, les Islandais pourront bénéficier d'une assurance chômage d'une durée proportionnelle à celle travaillée à partir de 7 mois de travail (dès 3 mois auparavant).

L'Islande consacrerait 0,92% de son PIB aux projets liés à la défense en 2026.

Les ministères des Affaires étrangères et des Finances estiment que l'Islande consacra environ 49 Md ISK, (340 M €) aux projets liés à la défense en 2026, un chiffre en augmentation par

rapport à 2025 (43,5 Md ISK / 300 M €, soit 0,88% du PIB). Le budget pluriannuel 2027-2031 rappelle que sont comptées à ce titre les dépenses de l'Etat, des collectivités territoriales et des entreprises publiques, concernant notamment le développement des ports et aéroports, la cybersécurité et les garde-côtes. Les deux ministères prévoient que ces dépenses atteindront 1% du PIB en 2030 et en 2031. Ils réaffirment également l'engagement de l'Islande à tenir l'objectif otanien des 1,5% du PIB alloués aux dépenses non-militaires liées à la défense à l'horizon 2035. Cependant, ces chiffres contrastent avec ceux de l'organisation atlantiste *Vardberg*, selon laquelle les dépenses de l'Islande directement liées à la défense seraient de l'ordre de 10,6 Md ISK (96 M €) cette année, soit 0,22% du PIB.

La conférence ministérielle annuelle des Etats de l'AELE s'est tenue à Reykjavik le 22 juin.

Les ministres islandais, norvégien et suisse ont signé avec Mohammed Al-Amour, ministre palestinien de l'Économie nationale, un accord agricole bilatéral actualisé qui prévoit d'exonérer partiellement à totalement les produits agricoles palestiniens de droits de douane. En outre, le communiqué officiel réaffirme l'importance d'une coopération étroite et fondée sur des valeurs communes avec l'UE dans le contexte géopolitique actuel.

Une croissance moyenne par an et par habitant en-deçà de la croissance du PIB sur la période 2019-2025.

Selon un rapport de *Kjaratölfræðinefnd* (Comité sur les statistiques du marché du travail, créé par le gouvernement), alors que la croissance du PIB islandais sur la période 2019-2025 était en moyenne de 1,9% par an, la croissance moyenne sur la même période par an et par habitant n'est que de 0,1%. A titre de comparaison, le score le plus élevé des pays nordiques dans les deux catégories est celui du Danemark (2% de croissance par an et 1,4% par tête et par an, en moyenne).

Norvège

Les prix à la consommation en Norvège ont davantage augmenté en 2025 par rapport à la moyenne européenne.

La Norvège est le 6^e pays le plus cher d'Europe selon l'étude annuelle d'Eurostat sur les niveaux comparatifs des prix, publiée le 18 juin 2026. En 2025, le niveau général des prix y était supérieur de 28,6 % à la moyenne de l'Union européenne, contre 27,2 % en 2024. Les écarts sont particulièrement marqués pour les produits alimentaires et les boissons non alcoolisées, dont les prix sont 33 % plus élevés que la moyenne européenne. Les prix de l'alcool et du tabac sont plus de deux fois supérieurs à la moyenne européenne, en raison d'une fiscalité élevée. Pour l'hôtellerie et la restauration, la Norvège figure parmi les pays les plus chers, derrière l'Islande, la Suisse et le Danemark. En revanche, l'électricité est près de deux fois moins chère grâce à l'hydroélectricité norvégienne et au dispositif de soutien public *Norgespris*.

Exportations record de matériel militaire norvégien en 2025.

Le gouvernement a présenté le 19 juin son rapport annuel sur les exportations de matériel de défense. En 2025, l'industrie norvégienne d'armement a exporté du matériel pour un montant total de 1,9 Md€, soit 31% de plus que l'année précédente. Plus de 90% des ventes ont été livrées à des États-membres de l'OTAN et à des pays européens comme l'Ukraine. Les États-Unis demeurent les plus grands clients de l'industrie militaire norvégienne à hauteur de 454 M€. Cette augmentation s'inscrit dans le cadre de la politique de renforcement de l'industrie de défense norvégienne.

Adoption par la Norvège du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF/CBAM).

Le Parlement norvégien a adopté le 12 juin le cadre législatif permettant la mise en œuvre du mécanisme européen d'ajustement carbone aux frontières (MACF/CBAM). Plusieurs formalités doivent encore être accomplies avant son entrée en vigueur

prévue en 2027. L'Agence norvégienne de l'environnement sera l'autorité principale responsable de la mise en œuvre du MACF en Norvège. Dans son rapport biennuel sur les relations entre l'UE et les pays tiers, le Conseil européen a salué les efforts de la Norvège pour rattraper son retard de transposition de directives sur l'énergie et le climat. Cependant, il lui a reproché de n'avoir toujours pas mis en œuvre le 4^e paquet énergie malgré ses obligations au titre de l'EEE.

La Norvège écrit à la Commission européenne afin d'être intégrée aux critères de préférence européenne de l'Industrial Accelerator Act (IAA).

La ministre norvégienne du Commerce et de l'Industrie, Cecilie Myrseth, a présenté par une lettre d'intention du 25 juin, les réflexions du gouvernement norvégien sur la proposition de la Commission européenne relative à l'IAA. La ministre a salué le potentiel de l'IAA pour réduire les vulnérabilités des chaînes de valeur stratégiques et renforcer le marché unique. Elle a affirmé le souhait de la Norvège d'être intégrée aux critères de préférence européenne en tant que membre de l'EEE. Elle a également exprimé des inquiétudes sur la complexité du texte, notamment pour les PME et les collectivités locales. Enfin, elle souhaite une simplification des procédures (autorisations, critères carbone, soutien aux énergies renouvelables) pour éviter des charges administratives excessives et une insécurité juridique.

La Commission fiscale norvégienne, mandatée par le gouvernement, a proposé l'un des plus importants projets de réforme fiscale depuis des décennies.

Elle contient un allègement fiscal net pouvant atteindre 2,05 Md€. L'impôt sur la fortune serait allégé, avec une baisse des taux de 1-1,1% à 0,25-0,75% (gain pour les contribuables estimé jusqu'à 2,25 Md€), ainsi que les prélèvements sur les

salaires (1,04 Md€ via les cotisations sociales, 758 M€ via l'abattement personnel d'impôt). Ces allègements seraient contrebalancés par une hausse de la TVA qui devrait rapporter 510 M€ à l'État et par une augmentation de la fiscalité sur les retraités. 65 000 personnes verraient leurs impôts augmenter de 892 € en moyenne suite au relèvement de l'âge donnant droit à la déduction fiscale de pension de 62 à 67 ans. L'impôt sur les sociétés (22%) et sur les dividendes (37,84%) resteraient inchangés, la Commission jugeant prioritaire de favoriser l'outil productif.

Remise du rapport sur le rôle de la Norvège dans la chaîne de valeur des matières premières critiques.

La ministre du Commerce et de l'Industrie a reçu le rapport sur le rôle de l'industrie norvégienne dans les chaînes de valeur des matières premières critiques. Il a été réalisé par le Conseil de la recherche de Norvège et le forum consultatif Prosess21, dans le prolongement du livre blanc « *Industrie, compétitivité pour une nouvelle ère* » publié en 2025. Il dresse une cartographie de l'industrie norvégienne et évalue son positionnement dans ces chaînes de valeur. Il souligne le potentiel de la Norvège pour renforcer la sécurité d'approvisionnement européenne, en particulier dans la transformation et le raffinage des matières premières critiques. Deux études complémentaires seront lancées à sa suite. La première portera sur l'intégration du règlement européen sur les matières premières critiques dans l'EEE. La seconde permettra d'identifier les mesures à mettre en œuvre par la Norvège d'ici 2030.

Inauguration par Nexans du navire câblé *Electra*.

L'industriel français Nexans était présent à Oslo le 18 juin pour inaugurer son câblé. Nexans est l'un des principaux investisseurs français en Norvège, disposant de trois usines de fabrication de câbles. *Electra* est le troisième navire câblé de Nexans construit dans les chantiers navals de Ulstein, à Ulsteinvik. Mesurant 150 m de long et 31 m de large, ce navire peut embarquer jusqu'à 13 500 tonnes de câbles. Il est le symbole de la coopération technologique franco-norvégienne au profit

de la souveraineté énergétique européenne. Il représente un atout essentiel pour la décarbonation du transport maritime grâce à sa propulsion au biocarburant. Le président de Nexans, Jean Mouton, son directeur général, Julien Hueber, ainsi que la ministre norvégienne de la Pêche et des Océans, Marianne Sivertsen Næss et la ministre maltaise de l'Environnement étaient présents.

Ouverture d'un consulat général norvégien à Nuuk.

Le Premier ministre norvégien, Jonas Gahr Støre, a annoncé l'ouverture d'un consulat général à Nuuk au Groenland lors de sa conférence annuelle de fin d'année, le 19 juin. Il a affirmé l'importance du Groenland pour la politique et la sécurité internationales. Le ministre des affaires étrangères norvégien, Espen Barth Eide, a rappelé leurs nombreux intérêts communs tels que la pêche, les affaires maritimes et la question des peuples autochtones. Depuis 1986, la Norvège disposait d'un consulat honoraire qui était dirigé par un représentant local et non un diplomate en poste.

Suède

La Pologne a signé l'accord pour l'acquisition de trois sous-marins auprès de Saab, d'un montant d'au moins 4 Md€.

Le contrat comprend également des systèmes d'armement, la formation des équipages, le soutien logistique, ainsi que des investissements de Saab d'environ 100 M€ en Pologne, destinés notamment à développer des capacités de maintenance et de réparation en coopération. Saab, dont la division navale emploie actuellement plus de 2 500 personnes, indique que ce contrat entraînera d'importants besoins de recrutement, notamment dans les chantiers navals à Karlskrona et Landskrona. Le sous-marin A26 est le fruit d'un programme de développement. Les livraisons à la marine polonaise s'échelonneront entre 2031 et 2038.

SJ a commandé 30 nouveaux trains à grande vitesse auprès d'Alstom dans le cadre d'un plan d'investissement de 1,7 Md€ de modernisation et de renouvellement de sa flotte s'étalant jusqu'à 2029.

L'opérateur ferroviaire public suédois SJ a élargi sa commande initiale de 25 trains à grande vitesse Zefiro Express pour 0,7 Md€ datant de 2022 à 30 Zefiro Express, désormais appelés Avelia Stream Nordic X250. Ce modèle, assemblé en Allemagne par Alstom, a une vitesse de pointe de 250 km/h. Les infrastructures ferroviaires suédoises ne permettant pas aux trains de dépasser 200 km/h, SJ espère que le programme d'investissement 2026-2037 de l'Agence suédoise des transports (*Trafikverket*) pour moderniser les lignes de chemin de fer du pays permettra à terme d'augmenter la vitesse de circulation des trains. Le projet prévoit que les premiers trains entrent en service en décembre 2027 sur la ligne entre Göteborg et Copenhague. Il comprend également la rénovation des trains X2000 et des trains de nuit de SJ, ainsi que l'acquisition de 25 nouveaux trains régionaux (260M€).

Le constructeur de véhicules électriques Polestar ne sera plus autorisé à vendre de nouveaux modèles aux Etats-Unis à partir de 2027.

Polestar, contrôlé par la holding Geely – qui détient également Volvo cars – est présent sur le marché américain depuis 2020. L'interdiction annoncée par le Département américain du commerce est fondée sur la réglementation relative aux véhicules connectés (*Connected Vehicle Rule*) visant les constructeurs contrôlés par des acteurs chinois ou russes. Il s'agit du premier constructeur automobile directement concerné par cette réglementation adoptée par l'administration Biden début 2025. Volvo cars a de son côté annoncé le 26 mai 2026 avoir obtenu une autorisation spécifique du DoC. Polestar a annoncé qu'il se retirerait en conséquence du marché américain pour se concentrer sur le marché européen, lequel représente 80% de ses ventes mondiales, entraînant une perte de chiffre d'affaires estimée à 250 M USD en 2027.

Google est condamné à verser 1,7 Md€ dans le litige l'opposant au comparateur de prix suédois Pricerunner.

Le tribunal suédois des brevets et du marché (*Patent- och marknadsdomstolen*) a condamné Google à verser 1,3 Md€ (1,7 Md€ avec les intérêts) dans le litige l'opposant à Pricerunner, filiale de la fintech suédoise Klarna, pour abus de position dominante dans son moteur de recherche. La justice suédoise estime que Google a enfreint le droit européen de la concurrence en favorisant son propre service de comparaison de prix dans les résultats de son moteur de recherche, causant un préjudice à la plateforme suédoise. Google a indiqué examiner les possibilités de recours suite à cette décision. Le groupe américain avait déjà été condamné par la justice française pour une affaire comparable l'opposant au comparateur français AMC (acheter moins cher), qui avait obtenu une indemnisation de 2 M€ (1% du montant initialement réclamé).

A l'automne 2025, Google a également été condamné à verser près de 450 M€ à l'allemand *Idealo*, l'un des principaux concurrents de *Pricerunner*.

Electrolux demande le remboursement d'environ 88 M USD de droits de douane américains. Prélevés depuis février 2025 sous l'administration Trump II en vertu de l'IEEPA (*International Emergency Economic Powers Act*), ces droits sont devenus remboursables en février 2026 après que la Cour suprême des Etats-Unis a jugé que la loi invoquée ne conférait pas au gouvernement le pouvoir d'imposer ces droits de douane. À la suite de cette décision, la Cour de commerce international des États-Unis a ordonné le remboursement des sommes perçues aux importateurs. Le fabricant suédois d'électroménager a déposé une demande dans le cadre de la deuxième phase de la procédure de remboursement mise en place par les autorités douanières américaines.

L'entreprise suédoise Airon obtient un investissement de plusieurs centaines de millions d'euros du français Meaning Capital Partners pour la construction de deux datacenters. Une première installation est déjà opérationnelle et, d'ici fin 2027, deux nouveaux centres devraient entrer en service à Lidköping afin de renforcer et sécuriser les capacités de calcul européennes. Selon l'annonce faite par le fondateur en 2025, cette phase d'expansion représente au total près de 450 M€ d'investissements. Toutefois, la contribution exacte du fonds d'infrastructure français n'a pas été divulguée.

Le gouvernement octroie un permis d'exploration pour la mine de Norra Kärr au canadien Greena Mineral. La concession de 25 ans accordée par l'Agence suédoise de recherche géologique (*Sveriges Geologiska Undersökning*, SGU) et le conseil régional,

donne à la filiale du groupe minier canadien *Leading Edge Materials* le droit exclusif d'explorer la zone et d'exploiter ses ressources minérales. Toutefois, le démarrage de l'exploitation nécessite aussi un permis environnemental. Le projet, qui porte sur l'extraction de terres rares à partir du minéral eudialyte, considérées comme indispensables à la transition écologique et à la réduction de la dépendance européenne vis-à-vis de la Chine, suscite une forte opposition des organisations environnementales. L'entreprise s'est engagée à réduire l'impact environnemental, notamment en déplaçant le traitement chimique vers un site plus approprié.

Le fonds suédois AP2 a injecté près de 110 M€ dans Stegra. L'opération de sauvetage du projet d'aciérie verte Stegra portée par un consortium industriel mené par *Wallenberg Investments* a permis à la société de lever 1,4 Md€. Certains actionnaires historiques ont aussi participé à ce nouveau tour : le fonds de réserve des retraites AP2 engage 30 M€ en plus des 80 M€ déjà investis. Les quatre fonds de réserve suédois avaient perdu près de 500 M€ lors de la faillite de Northvolt en 2025. Le fonds de pension privé AMF qui avait déjà investi près de 180 M€ n'a pas réinvesti à ce tour.

Le nombre de data centers en forte hausse. Depuis que Meta a inauguré son centre de données à Luleå en 2013, les investissements dans ces installations se sont multipliés en Suède. Le pays compte désormais 116 datacenters et une vingtaine de projets sont en construction. En 2025, le gestionnaire public du réseau de transport de l'électricité (*Svenska Kraftnät*) a reçu des demandes de raccordement équivalant à cinq fois la capacité de l'ensemble des centres de données en activité dans le pays (800 mégawatts actuellement selon *Datacenter Impact Study*). Le Français *Mistral AI* a, pour sa part, annoncé en février dernier un projet d'infrastructures dédiées à l'IA de 1,2Md€ avec *EcoDataCenter* à Borlänge dans le Dalarna en Suède. L'infrastructure doit être mise en service en 2027.

Indicateurs économiques des pays nordiques

Taux de croissance trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent) :

	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	2024 (moyenne annuelle)	2025 (moyenne annuelle)	T1 2025
Suède	1,5	-0,2	1,0	1,5	-0,2
Danemark	0,4	0,6	3,5	2,9	1,9
Finlande	0,8	-0,9	0,4	0,8	0,9
Norvège ¹	3,2	0,1	2,1	1,1	0,4
dont PIB continental	4,3	0,7	0,6	1,8	0,2
Islande	9	5,6	-0,7	1,3	3,7

Sources : [OCDE](#), [SCB](#), [SSB](#), [DST](#), [Statice](#), [Tilastokeskus](#)

¹ Pour la Norvège, le PIB retenu dans cette ligne est le PIB total (y compris hydrocarbures). La ligne suivante décrit l'évolution du PIB continental (i.e. hors hydrocarbures).

Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel)² :

	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	2024 (moyenne annuelle)	2025 (moyenne annuelle)	T1 2026
Suède*	8,4	8,6	2,8	0,7	0,5
Danemark	7,7	3,3	1,4	1,9	0,9
Finlande	7,1	6,2	1,6	0,3	0,6
Norvège	5,8	5,5	3,2	3,1	3,3
Islande	8,3	8,8	5,9	4,1	5,2

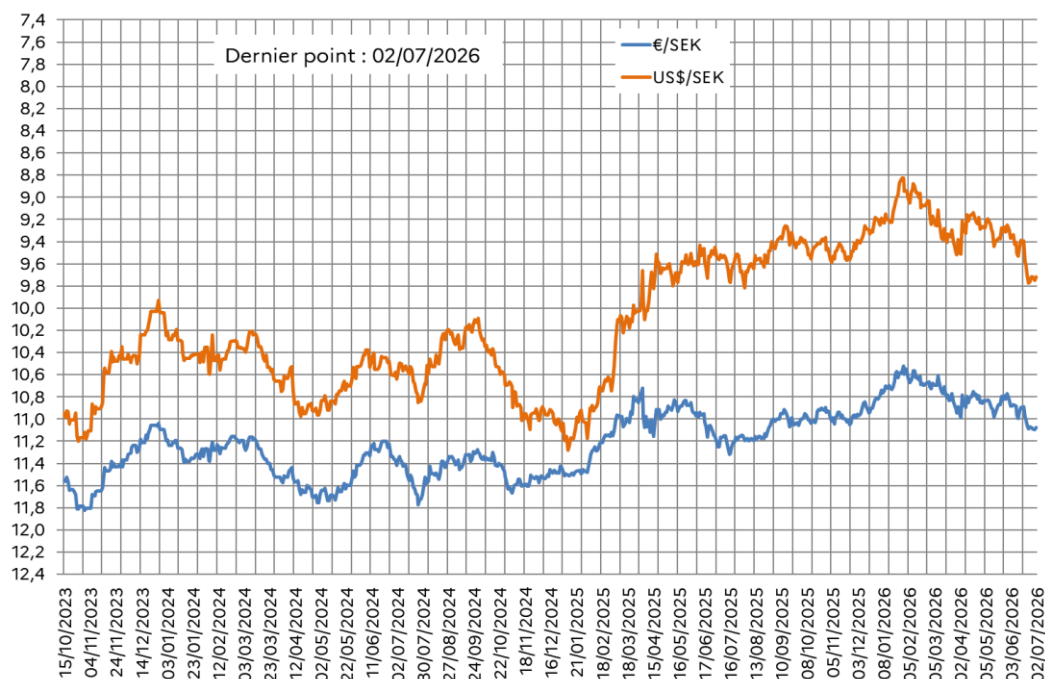
Sources : [OCDE](#)

² L'indicateur retenu est la moyenne trimestrielle des taux d'inflation mensuel (en glissement annuel) de l'IPC.

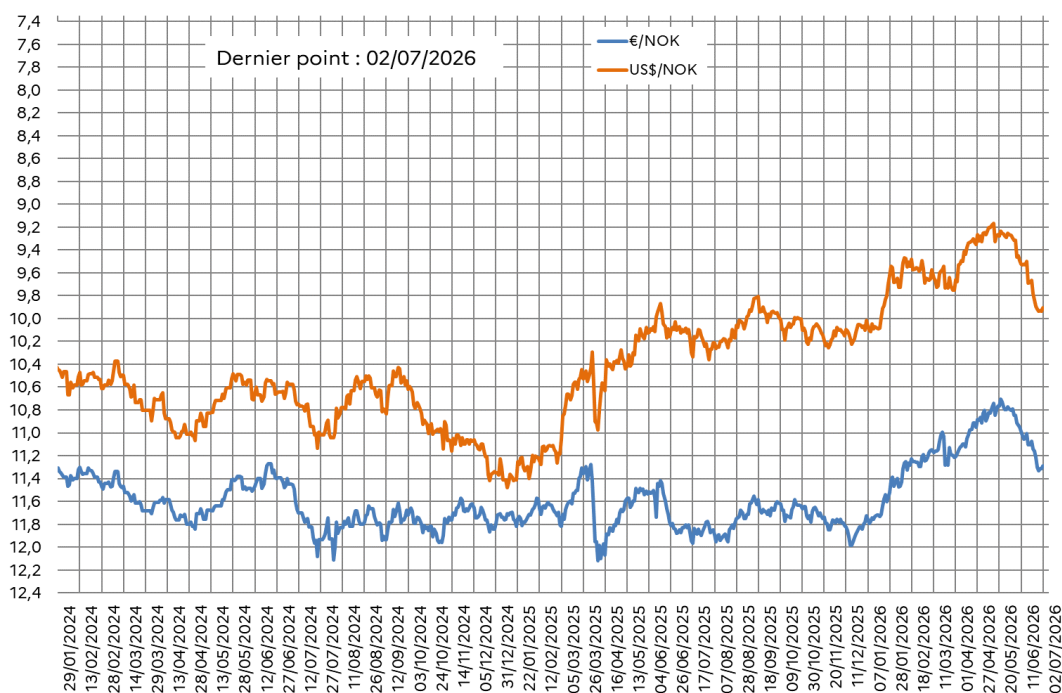
*IPC à taux variable, tenant compte des effets des taux d'intérêt sur les crédits hypothécaires.

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Le Ministre Conseiller, Chef du Service économique régional de Stockholm « pays nordiques » O. Cuny
olivier.cuny@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : avec les contributions des Services économiques de Copenhague (M. Garrigue-Guyonnaud, M. Valeur, V. Brigodiot, A. Janssens), Helsinki (L. Torrebruno, O. Alapekkala, G. Bayle), Oslo (F. Choblet, Y. Le Lamer Le Guitton, M. Dein), Stockholm (J. Lauer Stumm, F. Lemaître, J. Grosjean, J. Picard, W. Daehn-Viellard) et de l'ambassade de France en Islande (G. Wagner, M. Kuntzmann).

Abonnez-vous : juliette.picard@dgtrésor.gouv.fr